

SERVICIO ESPAÑOL

DE INFORMACIÓN

textos y documentos

Número 290

Barcelona, 18 de Noviembre de 1937

Av. 14 de Abril, 556

L O S

intelectuales

chinos y coreanos saben mejor que nadie que la España republicana es la trinchera occidental de la civilización, así como la China es la oriental.
(Del escritor chino Seu-Ring-Hai)

DESDE EL 7 DE NOVIEMBRE DE 1936

Nuevos mensajes de adhesión a España

Madrid

por Jean Cassou

Une des plus amères tristesses pour un Français de ce temps aura été de voir l'attitude de l'opinion bourgeoise française devant les événements d'Espagne, et surtout devant cette action extraordinaire, unique dans l'histoire du monde : la défense de Madrid. Un peuple a poussé là les possibilités extrêmes de la résistance et de l'héroïsme humain. Autrefois ce genre d'exploits exaltait la sensibilité française : celle-ci, durant tout le XIXème siècle et le début du XXème, ne se proclamait-elle point intéressée, engagée dans toutes les passions des peuples opprimés, contrainsts, massacrés, qu'il s'agisse de la Pologne ou qu'il s'agisse des Boers ? C'était là une de nos grandes et nobles traditions : il en est peut-être de moins romantiques, mais hélas ! on nous a appris à rougir du romantisme. Aujourd'hui, la presse française officielle et sonore, celle qui se répand à l'étranger, celle qui possède le moyen de prétendre représenter la France, n'a pas eu assez de sarcasmes et d'injures pour les Ethiopiens, parce qu'ils étaient noirs et qu'ils étaient vaincus. Elle n'a pas assez d'ignorance et de bassesses pour méconnaître l'Espagne, parce que l'Espagne est frappée et parce que l'Espagne est sublime. Or on sait à présent que seuls les tyrans, les comédiens et les violents sont sublimes : les peuples ne le sont pas ! Les tyrans charment le cœur de nos foules bourgeoises, et plus ils se montrent cruels, plus leurs chances sont grandes, dût notre intégrité nationale française périr dans l'aventure. Quant à la douleur et aux blessures du peuple espagnol, il est malséant d'en parler.

L'Espagne, l'Espagne tragique, terrible et populaire, qui nous a déjà donné tant de magnifiques leçons de malice, nous en donne encore une avec le spectacle de sa capitale éventrée. Ce peuple qu'on accable sous les plus ignobles injures, ce peuple sanglant et formidable n'a pas encore cessé de scandaliser le monde par sa résistance insolente aux armes de la violence bourgeoise et du fascisme international. Plus tard, lorsque le mensonge bourgeois aura disparu de la surface de la terre, une lumineuse vérité apparaîtra pour tous, cette vérité universelle et nourissante qui s'appelle légende et qui est déjà légende, c'est-à-dire sang et chair, pour les esprits clairvoyants qui restent en France, pour le peuple français, frère du peuple espagnol, pour tous les peuples de l'univers. Et cette légende dira la noblesse et la beauté de Madrid, la ville pure, dressée sur son plateau comme un holocauste, en ce haut lieu d'Europe où la lumière est si claire et l'air si transparent. La légende dira la geste du peuple madrilène, défenseur des peuples, défenseur de la vérité humaine.

H. R. Lenormand

Président Azaña
Au nom du conseil syndical des auteurs dramatiques affiliés à la C. G. T. et en mon nom personnel, je vous adresse l'hommage de notre ferveur et de no-

tre confiance. Le drame de Madrid est plus grand qu'aucun drame écrit.
Respectueusement.

Romain Rolland

Le premier anniversaire de la résistance héroïque de Madrid remplit le cœur des peuples d'Occident d'admiration et de remords. Ils ressentent avec douleur et révolte l'indigne trahison de leurs gouvernements qui, non contents de refuser leur appui à la République d'Espagne, défenseur sacrifiée des libertés d'occident, ont fait de la comédie, lâche ou perfide, de la non-intervention, une machine d'étouffement.

Du moins, la Brigade Internationale a témoigné glorieusement de la fraternité agissante des peuples ; elle a lavé leur honneur de l'infamie de leurs gouvernements.

Que ma voix indépendante stigmatise celle-ci, et célèbre la grandeur épique des dignes descendants de ceux qui hier ont brisé la puissance militaire du plus grand des despotes que l'Europe a connus : Napoléon I ! Ils briseront demain les Duce insolents, les Führer insensés, qui osent attenter à la dignité et à la liberté du vieux peuple indomptable qui s'envelit jadis sous les ruines de Numance, et qui, ressuscité, a rayonné sa gloire sur ses vainqueurs d'un jour et sur toute l'humanité.

René Maublanc

(Profesor agrégé de l'Université française)

L'an dernier, à pareille époque, nous étions dans l'angoisse : Madrid était menacée, Madrid allait tomber aux mains du fascisme international. Et notre angoisse se doublait d'une honte et d'un remords : la France, si le malheur arrivait, en serait en partie responsable.

Madrid a été sauvée, sauvée par l'héroïsme des madrilènes, sauvée aussi par l'aide d'une autre nation moins aveugle que la nôtre.

Contre la violence fasciste, contre la coalition des nations agressives, contre la complicité avouée ou sournoise des capitalistes internationaux, contre l'assaut des forces les plus stupides de la terre, l'acier et l'or, les canons et les coffres-forts, Madrid sanglante représente tout ce que des hommes libres et civilisés aiment et vénèrent : la culture, l'art, l'amour de l'humanité et de la paix. Madrid porte tous nos espoirs.

I. Meyerson

(Directeur de Laboratoire à la Sorbonne)

La civilisation a toujours été une œuvre difficile à édifier, facile à détruire.

Nous ne savons même pas combien de civilisations ont sombré dans le passé.

Madrid

On a le sentiment que le sort de la nôtre est lié à celui de la République Espagnole : toute notre ferveur angoissée va à ses défenseurs.

Erik Blomberg

(Escritor sueco)

Madrid se ha convertido en el símbolo no sólo de la lucha del pueblo español por su libertad, sino también de la lucha de la humanidad toda, contra la ignorancia y la superstición, contra la barbarie y la tiranía. Y, si queremos vivir, no podemos sacrificar nuestros símbolos. Las democracias que elogian de palabra los principios democráticos, de hecho los traicionan. La voluntad de los pueblos debe forzarlos a adoptar una política verdaderamente democrática, de una solidez absoluta, para la común defensa contra los opresores sin escrúpulos.

En estos días en los que ha transcurrido un año desde que los fascistas comenzaron el sitio de Madrid, un mundo lleno de angustia y de admiración se vuelve hacia un país y una ciudad que, no obstante sus atroces sufrimientos, han sabido resistir sin desfallecimientos las fuerzas enemigas, técnicamente superiores.

En Suecia, donde, desde el principio de la guerra, la gran mayoría del pueblo ha demostrado su ardiente simpatía por la República española, la flor de la literatura joven, fuertemente ligada a las ideas democráticas, se apresuró, durante una «semana por España», a rendir homenaje al pueblo español, en su lucha heroica por la defensa de la libertad y de su cultura. Al hacerlo así, han expresado sin ninguna duda el pensamiento dominante del pueblo sueco.

La lucha de España es la nuestra. España lucha por nosotros. Tenemos que proporcionarle armas para su lucha.

Seu-Ring-Hai

(Escritor chino)

Hoy día se está riñendo la lucha final entre el fascismo, que no puede vivir sino sobre cadáveres, y la democracia, que representa la libertad, la justicia y la cultura.

Los intelectuales chinos y coreanos saben mejor que nadie que la España republicana es la trinchera occidental de la civilización, así como la China es la trinchera oriental.

En nombre de China quiero saludar, en este primer aniversario de la resistencia heroica de Madrid, a los defensores de esta capital que simboliza hoy la defensa de todas las independencias nacionales y la libertad de todos los pueblos.

EN LA PAGINA SIGUIENTE:

La persecución de los sacerdotes vascos por la "cruzada"

EL CLERO ENCARCELADO

La persecución de los sacerdotes vascos por la «cruzada»

Llamamos la atención de nuestros lectores sobre un interesante relato de «Un sacerdote católico», es uno de cuyos capítulos se alude a los asesinatos de sacerdotes. Esta narración ha conmovido a la opinión católica.

En ella se hacía memoria de algunos de los sacerdotes vascos fusilados por los rebeldes el otoño último, así como de otros sacerdotes que fueron encarcelados y que han escapado al asesinato porque, como dijo un padre jesuita, «la sangre sacerdotal que había corrido era ya una propaganda excesiva contra la Cruzada».

Estas ejecuciones tenían lugar en octubre y en noviembre del año pasado; y continúan de manera esporádica; pero los encarcelamientos y los destierros de sacerdotes han prosiguido sin interrupción. Un conjunto de villanías, de delaciones y de calumnias se ha encargado de impulsar esta persecución, de la que a veces se ha hecho víctimas a los sacerdotes adictos a los partidos rebeldes.

Hace un año fué denunciado el P. Gumersindo Ondarra, de 72 años, natural de Segura (Guipúzcoa), con cuarenta y cinco años de ejercicio. En ese momento se encontraba en Astigarraga, pueblo situado entre Hernani y San Sebastián.

El abad Ondarra no se explicaba el motivo de su detención cuando compareció ante los fascistas.

—¿Pero si yo soy carlista! Yo soy cura de Astigarraga (feudo del Marqués de Valdespina, hijo del generalísimo de las tropas carlistas en la guerra civil anterior). El «patrón» de mi parroquia es carlista y ha escogido siempre a un carlista como cura.

Pero el abad Ondarra era acusado de sentir amor por su País Vasco. El anciano cura no lo negó, cuando declaró ante sus acusadores:

—Sí he sido siempre carlista y amante del País Vasco. Primero el hombre ama a sus padres, luego a su tierra natal y a España.

—Es decir, ¿que creéis que se debe amar en último lugar a España?

—A la cárcel! Así fueron interpretados y resumidos los sentimientos del cura carlista, que fué inmediatamente conducido a una indecente celda de la prisión de Ondarra, de San Sebastián. En la misma celda se encontraban ya otros dos sacerdotes vascos: los PP. Celestino Onaidia y José Peñakaricano.

Un día los rebeldes interrogaron a los tres prisioneros sobre sus ideas políticas. El P. Gumersindo Ondarra contestó: «Carlista». Los otros dos respondieron: «Nacionalista vasco». El abad Ondarra fué puesto en libertad el mismo día, a las once de la noche. Sus compañeros fueron fusilados.

Esto ocurría el 28 de octubre.

El P. Ondarra fué a refugiarse en Vitoria, donde estuvo cinco meses bajo la protección del Vicario general de la diócesis. Esta era la protección que un cura vasco viejo y carlista podía sentir bajo la Cruzada.

Después de pasar cinco meses a la sombra del Vicario general, el cura carlista se atrevió a acercarse a su pueblo natal, Segura (Guipúzcoa), donde pasó quince días. Suponiendo

que la vida ofrecería para él mayores garantías que los primeros días de la invasión, el abad Ondarra volvió por fin a su aldea de Astigarraga.

Después de una semana, sin saber por qué, fué detenido de nuevo y conducido a la prisión de Ondarra, en San Sebastián. Pero esta vez le aprisionaron en compañía de su primer Vicario, Pedro Zurutuza, de 38 años, natural de Ataun (Guipúzcoa).

El sacerdote no sufrió ningún interrogatorio, pero el Vicario fué objeto de una acusación típica:

—¿Habéis predicado en vasco?

—En mi parroquia pocas personas comprenden el español.

—¿Habéis dicho la misa en vasco?

—La misa se dice en todas partes en latín.

—Se ve que habláis mal el español...

—Soy, sin embargo, licenciado de Burgos, ciudad de Castilla, donde he completado mis estudios durante varios años.

—¿Que se le lleve a la prisión de Ondarra!

La prisión de Ondarra! ¿Cuánto se podría escribir sobre esta prisión de San Sebastián, cuyas piedras oscuras son una mancha de negras evocaciones en uno de los paisajes más hermosos del mundo!

¿Cuántos criminales han entrado y salido por las puertas de esta prisión de San Sebastián! ¿Cuántas personas honradas han entrado por ellas para salir conducidas ante el pelotón de ejecución!

El 18 de mayo hace cinco meses, el cura carlista de Astigarraga entraba por segunda vez en Ondarra acompañado de su coadjutor. En esta época era director de la prisión un tal Navas, que tenía por subdirector a un ex seminarista de Comillas, llamado Calvo (el ex seminarista rehuyó todo trato con los sacerdotes que se encontraban bajo su dominio).

Esta prisión, donde se perpetraban tantos crímenes contra sacerdotes de la religión de Cristo, tenía como capellán a un ministro del Señor, el P. Urriza, jesuita. Este capellán se vanagloriaba de haber convertido al catolicismo a una serie de condenados a muerte, y de haber puesto en libertad a varios prisioneros. Pero no exhibía esta vanidad ante sus amos, los rebeldes, sino ante sus desgraciados compañeros.

El P. Urriza exhibía teorías originales para defender la rebelión. Los sacerdotes prisioneros le escuchaban asombrados: sin duda para este padre jesuita convertido en capellán de prisiones fascistas, los Mandamientos de la ley de Dios, y las Encíclicas pontificales, no significaban gran cosa...

Había un segundo capellán, Lakume, que abrigaba una discreta rivalidad con el P. Urriza. «Era él quien había trabajado de verdad, y no Urriza», decía Lakume...

Había también un carcelero insolente, llamado D. Miguel; era un hombre tan grosero que llegó a obligar por la violencia al anciano cura carlista, Gumersindo Ondarra, a descubrirse ante él.

Entre el personal adjunto figuraba un tal Sarriegui, de Alza. Era voluntario carlista, se enroló con el

fin de luchar por Dios y terminó siendo carcelero de sacerdotes... Sarriegui fué encargado de hacer salir todas las noches a 15 ó 20 muchachos prisioneros, para fusilarlos... ¡Triste fin de un defensor de Dios!

Había también un navarro llamado Beorlegui; y un peluquero aragonés, de Zaragoza, que era ahora falangista, pero cuyas convicciones anteriores ignoraba todo el mundo...

En esta época se encontraba prisionero — sin motivo, como casi todos — el médico de Tolosa, señor Luis Azcué, a quien el aviador francés Jean Pelletier, prisionero en la misma cárcel, cita en su relato... El señor Azcué había sido denunciado por su propio ayudante; y después de nueve meses de prisión, el inocente fué puesto en libertad y sustituido en la cárcel por el que le había denunciado: por su ayudante.

Igualmente se hallaban en la prisión 110 mujeres, sin otro delito que el de pertenecer a «Emakume Abertzale Batza», organización femenina nacionalista vasca que ayudaba a las familias de los obreros vascos, propagaba su lengua vernácula, fomentaba la religión, cultivaba el folklore, etc. Estas 110 «emakumes» rezaban diariamente el rosario en común, durante su detención.

A través de las puertas, los prisioneros vascos se comunicaban con sus compañeros de presidio, para darles valor o transmitirles noticias:

—Nuestros soldados no tardarán en llegar.

—A las cinco ha sido fusilado un camarero. (En el relato de Pelletier se habla también de esta ejecución.)

—Gora ta gora Euzkadi! ¡Viva y viva Euzkadi!

Durante este mes de mayo se hallaba encarcelado el sacerdote vasco Félix Bustinduy, de unos 50 años, párroco de Barriatua (Vizcaya). Cuando los rebeldes invadieron Guipúzcoa, hace un año, llegaron a ocupar una pequeña parte de Vizcaya, en donde se encontraba el pueblo de Barriatua. El vicario, señor Sagarna, fué conducido a la prisión de Ondarra y fusilado en octubre. El señor Bustinduy, fué llevado también a la misma prisión, acusado de no haberse presentado a las autoridades rebeldes.

Con los rebeldes no se está nunca seguro de proceder de una manera adecuada. El abad Bustinduy había sido encarcelado por no haberse presentado a ellos, cuando éstos penetraron en el pueblo. El arcipreste de Mondragón, abad Aria, se presentó ante ellos con el cabildo y revestido de ornamentos sacerdotales: lo fusilaron.

El abad Bustinduy fué puesto en libertad el 16 de mayo, y enviado a Vitoria. ¿Por qué? No lo sabemos. Era allí, en Vitoria, donde se daban las órdenes de destierro de los sacerdotes vascos. ¿En qué pueblo castellano, bajo qué obispo franquista se encuentra ahora el cura de Barriatua?

El 16 de mayo, día de Pentecostés, hubo movimiento de sacerdotes en la prisión de Ondarra. Salíó el abad Bustinduy, entraban tres sacerdotes de Forzoza, del Santo Sacramento: Eciolaza, Usabiaga y García Urdanibia. Dos miembros de la checa carlo-fascista habían venido de

San Sebastián para detenerlos, y los habían conducido maniatados a la prisión de Ondarra. ¿Por qué? Los tres eran vascos.

Al día siguiente, el 17, entró en la misma prisión por tercera vez el señor Juan Narvarte, cura de Larraul. El 18 se encarcelaba por segunda vez al P. Gumersindo Ondarra, cura de Astigarraga, con su vicario Pedro Zurutuza, y el 26 del mismo entraba en ella Marcos Espina, vicario de Marquina.

Hemos relatado ya las detenciones de los sacerdotes señores Ondarra y Zurutuza, el primero de ellos a pesar de ser carlista.

El P. Juan Narvarte, cura de Larraul, fué detenido por primera vez cuando la ocupación de Guipúzcoa por los rebeldes. Se le acusó de que, respondiendo a un interrogatorio de los gubernamentales, había declarado que el jefe rebelde que subió a Larraul era don Juan Pablo Lojendio. Lojendio, amigo y correligionario de Gil Robles, era un cónsul, uno de tantos funcionarios — militares o civiles — que se rebelaron contra el Estado a que servían. El joven Lojendio, en su deseo de ser diputado, había tratado de arreglar en las últimas elecciones una unión de monárquicos y de nacionalistas vascos, gracias a la cual (sin fuerza política propia, vió que el gilroblistismo era una planta exótica en Euzkadi) habría obtenido una plaza como precio de sus servicios.

Los nacionalistas vascos se rieron de la inocente malicia del muchacho; los monárquicos repudiaron violentamente su maniobra. Algunos meses más tarde, en julio, el joven Lojendio se unió a los monárquicos rebeldes y participaba en la sangrienta agresión contra los mismos nacionalistas vascos, con los que negociaba hacía algún tiempo. A la cabeza de una banda de rebeldes, hizo su aparición en los montes de Guipúzcoa, mientras que su padre buscaba refugio a la sombra del Partido Nacionalista Vasco, que le defendió de las represalias del Frente Popular. El padre vivió gracias a aquéllos que el hijo atacaba con sus bandas armadas.

¿Aspiraba el joven Lojendio a lanzar la piedra y esconder la mano, según el expresivo proverbio español? ¿Pretendía que sus hombres atacasen a sus hermanos sin que estos últimos conocieran la personalidad del que mandaba el fuego? Lo que sí es cierto es que el cura de Larraul sufrió un día de prisión en Asteasu, por haber declarado a los gubernamentales que Lojendio fué el jefe rebelde que entró en su pueblo.

El abad Narvarte fué detenido por segunda vez. Los motivos eran ridículos: le acusaban de haber dicho que sus parroquianos eran unos asnos. La verdad era que una madre presentó a su hijo sin saber el catecismo, porque no había ido a los cursos. El cura le interrogó, apreció su ignorancia total y le hizo ver que administrarle la comunión equivaldría a dársela a un borrico que pastaba no lejos de allí.

Otra grave acusación era el haber prohibido la lectura de un diario infantil carlista, titulado «El Pelayo». Los niños se entretenían en mirar las estampas del diario durante el catecismo, y el cura les prohibió llevarlo.

Pero la más grave era que el cura había mantenido relaciones por carta con los dirigentes locales del Partido Nacionalista Vasco, según una carta enviada a este centro político del pueblo, proponiendo una venta de huevos porque no podía consumir el solo todos los que ponían sus gallinas.

Por todo esto se le infringió una multa de 5.000 pesetas. Los rebeldes le castigaron además quitándole la mitad de sus gallinas y de las botellas de vino. Sin embargo, tuvo que sufrir también quince días en la prisión de Tolosa.

La tercera vez, sin más explicaciones, fué detenido y transportado a San Sebastián, a la prisión de Ondarra.

En Tolosa se ignora también por qué se encarceló a los tres padres del Santo Sacramento. ¿Porque eran hermanos vascos? ¿Porque no tenían una formación espiritual apta para la «guerrilla»? ¿Porque era preciso someter a la Cruzada todas las conciencias católicas que se negaban a rebelarse? ¿Porque se sospechaba que sus oraciones, como buenos cristianos que eran, no estaban exclusivamente dedicadas a los muertos de un solo campo?

Los tres hermanos fueron aprisionados y fichados como vulgares malhechores. Al cabo de siete días se consintió que dijese la misa, pero con dos condiciones: que pagasen ellos mismos las Santas Especies y que no asistiera nadie a ella. Sin duda una misa dicha por sacerdotes rebeldes es para la Cruzada algo así como un «sábado judío» tenebroso que no puede ser tolerado más que de una manera clandestina, contrariando con el resplandor y la publicidad que da la Cruzada a todos los actos religiosos realizados bajo su apadrinaje.

El 26 de mayo, a las diez de la noche, un viejo sacerdote era llevado a la misma prisión: el padre Marcos Espina, de 64 años, vicario de Marquina. Era un pobre enfermo que padecía del estómago desde hacía veinte años.

Fué detenido en Marquina, desde donde se le condujo a Lequeitio; de allí a San Sebastián, al asilo de San José; de éste a Vitoria, a la prisión militar, y a continuación al convento de las Carmelitas. Estando allí detenido, recibió la orden de ir de nuevo a San Sebastián: fué conducido entre guardias a la estación. No había tren. Vuelta al convento. Más tarde vuelta a la estación. Una vez en San Sebastián, entró en la prisión de Ondarra.

¿Qué terrible delito había cometido este sacerdote para ser así conducido de ciudad en ciudad, de prisión en prisión? Ved el interrogatorio a que le sometieron los rebeldes:

—¿Por quién habéis votado en las últimas elecciones?

—Pero la ley dice que el voto debe ser secreto.

—Dejad tranquila a la ley. Y prestad atención, porque estáis siendo observado...

tecismo, y el cura les prohibió llevarlo.

Pero la más grave era que el cura había mantenido relaciones por carta con los dirigentes locales del Partido Nacionalista Vasco, según una carta enviada a este centro político del pueblo, proponiendo una venta de huevos porque no podía consumir el solo todos los que ponían sus gallinas.

Por todo esto se le infringió una multa de 5.000 pesetas. Los rebeldes le castigaron además quitándole la mitad de sus gallinas y de las botellas de vino. Sin embargo, tuvo que sufrir también quince días en la prisión de Tolosa.

La tercera vez, sin más explicaciones, fué detenido y transportado a San Sebastián, a la prisión de Ondarra.

En Tolosa se ignora también por qué se encarceló a los tres padres del Santo Sacramento. ¿Porque eran hermanos vascos? ¿Porque no tenían una formación espiritual apta para la «guerrilla»? ¿Porque era preciso someter a la Cruzada todas las conciencias católicas que se negaban a rebelarse? ¿Porque se sospechaba que sus oraciones, como buenos cristianos que eran, no estaban exclusivamente dedicadas a los muertos de un solo campo?

Los tres hermanos fueron aprisionados y fichados como vulgares malhechores. Al cabo de siete días se consintió que dijese la misa, pero con dos condiciones: que pagasen ellos mismos las Santas Especies y que no asistiera nadie a ella. Sin duda una misa dicha por sacerdotes rebeldes es para la Cruzada algo así como un «sábado judío» tenebroso que no puede ser tolerado más que de una manera clandestina, contrariando con el resplandor y la publicidad que da la Cruzada a todos los actos religiosos realizados bajo su apadrinaje.

El 26 de mayo, a las diez de la noche, un viejo sacerdote era llevado a la misma prisión: el padre Marcos Espina, de 64 años, vicario de Marquina. Era un pobre enfermo que padecía del estómago desde hacía veinte años.

Fué detenido en Marquina, desde donde se le condujo a Lequeitio; de allí a San Sebastián, al asilo de San José; de éste a Vitoria, a la prisión militar, y a continuación al convento de las Carmelitas. Estando allí detenido, recibió la orden de ir de nuevo a San Sebastián: fué conducido entre guardias a la estación. No había tren. Vuelta al convento. Más tarde vuelta a la estación. Una vez en San Sebastián, entró en la prisión de Ondarra.

¿Qué terrible delito había cometido este sacerdote para ser así conducido de ciudad en ciudad, de prisión en prisión? Ved el interrogatorio a que le sometieron los rebeldes:

—¿Por quién habéis votado en las últimas elecciones?

—Pero la ley dice que el voto debe ser secreto.

—Dejad tranquila a la ley. Y prestad atención, porque estáis siendo observado...

(Continúa en la página siguiente)

Veinticinco peregrinos bávaros, que volvían de Lourdes en autocar, son detenidos y encarcelados en la Aduana alemana

Estrasburgo. — Unos peregrinos católicos bávaros acaban de ser detenidos en la aduana alemana de la frontera francesa.

Veinticuatro personas que, de regreso de un viaje a Lourdes y acompañadas de un sacerdote, llegaron a la frontera del Sarre fueron detenidas, por pretexto de hacer contrabando, y encarceladas. El sacerdote corrió igual suerte.

El autocar en que viajaban los peregrinos bávaros fué confiscado por la aduana.

(«Le Matin», 9-XI-1937.)

EL CLERO ENCARCELADO

(Continuación)

El abad Espilla se mantuvo en la más estricta prudencia; pero otro día los fascistas le asaltaron en la plaza del pueblo:

—¿Habéis hecho en vasco el mes de las Flores?

—En Marquina se ha hecho siempre así; y para cambiarlo hay que dirigirse al cura, y no a mí, que soy un simple vicario.

—Ale, ale, a la cárcel y a gritar: «Viva España!»

**

Así tratan al clero en Guipúzcoa las autoridades rebeldes y sus esbirros.

Como estos ejemplos podríamos citar otros muchos de encarcelamientos, vejaciones, destierros, etc. Los casos que hemos relatado demuestran cómo continúa la Cruzada maltratando al clero vasco y arrastrando su prestigio en coches celulares, en celdas inmundas, en medio de los guardias falangistas y de las órdenes de destierro.

Los mismos padres del Santo Sacramento que se citan sufrieron quince días de cárcel. Su prisión no fué más larga porque el cardenal Gomá obtuvo su libertad a cambio del destierro.

Nos parece oportuno reproducir aquí las palabras del doctor Gomá

en la carta abierta por la cual el Cardenal respondió a las denuncias del Presidente Aguirre sobre el destierro de los sacerdotes vascos.

«¿Quién los ha desterrado? La mayor parte ellos mismos, prudentemente y según una costumbre universal en momentos de conmoción político-militar. A veces sus superiores religiosos legítimos, es decir, la jerarquía, que no tiene que dar públicamente razón de sus decisiones.»

«En otros casos, las dos jerarquías: la civil y la eclesiástica, puestas de acuerdo y para evitar males mayores.»

El destierro de los tres hermanos del Santo Sacramento debe incluirse en este último caso, puesto que fué gestionado por la jerarquía eclesiástica de acuerdo con la civil. Esto debía ser, por consiguiente, para evitar mayores males. Es decir, que si no se hubiera desterrado a los tres hermanos, les esperaban mayores males, según confesión tácita del doctor Gomá, propagandista de la Cruzada.

Roguemos, pues, por los pobres sacerdotes vascos que conocieron estos males mayores. Roguemos por los sacerdotes que fusiló y calumnió este movimiento, que el doctor Gomá consideraba como una guerra santa.

(«Euzko Deya», 31-X-37.)

ETIOPEIZACION

Philippe Berthelot, a quien nuestro eminente colaborador Edmond Harancourt acaba de rendir un tan legítimo homenaje, ha sido en efecto uno de nuestros más inteligentes e instruidos diplomáticos. Es bien conocida la influencia que ha ejercido sobre Aristides Briand, quien, entre otros méritos, cada vez más apreciados, ha tenido el de saberse rodear y el de no abandonar nunca a los colaboradores a quienes había dado alguna vez su confianza.

Yo dudo de que, a pesar de su sagacidad, Philippe Berthelot hubiese podido, de haber vivido, desenredar fácilmente las infinitas complicaciones de la política internacional de la que sufrimos hoy las tristes consecuencias.

Yo admiro a esos jóvenes periodistas que aún estaban en los bancos de la escuela durante la gran guerra y que realizan áspidamente las faltas cometidas por nuestros gobernantes a partir de 1919. Todos parten del punto de vista inconcebible de que Francia, victoriosa, era capaz de imponer al mundo su voluntad. La marcha sobre Berlín, la ocupación definitiva del Rin, el mantenimiento de la autonomía en los 25 estados germánicos: todo ello les parecía un juego de niños.

Cuanto han visto de cerca el desarrollo de los acontecimientos saben que, a pesar de nuestro asentimiento, a pesar de nuestro abandono, es la acusación de imperialismo dirigida contra nosotros lo que más daño nos ha hecho en la opinión universal. Razón tenía el general Sarraill cuando escribió en Salónica: «No admiro tanto a Napoleón I desde que sé lo que es una coalición».

Pensemos que fué ayer solamente cuando la Gran Bretaña — y no toda la Gran Bretaña — comprendió la necesidad de una estrecha alianza con Francia. Ha sido por temor a nuestro imperialismo por lo que los ingleses y hasta los americanos han

dirigido todos sus esfuerzos a levantar al imperio germánico, en el que veían un contrapeso necesario.

Pero, ¿a quién recriminar? Hoy conviene mirar las cosas cara a cara.

Quizá la prensa no haya concedido toda la atención que merece a la sesión de la Unión Interparlamentaria que tuvo lugar en París durante la primera semana de septiembre pasado. M. Gratien Candace, antiguo subsecretario de Colonias, acaba de escribir un informe altamente interesante sobre los trabajos de este Congreso. Interesante e inquietante a la vez. Parece resultar, en efecto, de las discusiones, que Italia no ha sido la única nación que se ha quedado de la mala distribución de las materias primas. Su delegado, M. Olivetti, ha sido apoyado por los representantes de la Europa central, y especialmente por M. Polyak, delegado de Checoslovaquia, y por M. Meyer, diputado suizo.

Ha dado lugar a este argumento impresionante: de que fuera de unos diez Estados, los restantes del mundo entero no poseen en su suelo más que un quince por ciento de las materias primas necesarias a sus industrias. Se ha podido replicar que si Alemania hubiese utilizado en alimentar, vestir y alojar a su población, los 150 mil millones que ha empleado en la fabricación de su formidable material de guerra, el problema de la sobrepoblación no se erguiría ante ella con la misma intensidad. Pero aquí los argumentos de mitin no sirven. Las naciones que deberían ser repudiadas, son puestas en condiciones de satisfacer sus necesidades a mano armada.

El caso de Italia es muy curioso. Por una parte, Mussolini ha obligado a las madres italianas a que fabriquen muchos hijos, y por otra parte, ha declarado que para alimentarlos necesitaría territorios que produjesen materias primas.

Su delegado ha recordado que en

algunas regiones trasalpinas, un kilómetro cuadrado de terreno fértil es destinado a alimentar a unos 900 individuos.

El dictador italiano ha preconizado desde hace mucho tiempo su política de etiopeización, y hay que suponer que los ingleses han estado muy mal informados para haberse sorprendido del golpe de mano de 1935.

Pero Etiopía misma no ha sido considerada por Mussolini más que como un «hors-d'œuvre», y la etiopeización de España ha sido preparada de antemano. Sigo con interés los trabajos de uno de nuestros mejores especialistas marítimos, el comandante Rondeleur. Ha mostrado cuidadosamente todas las manifestaciones de la actividad italiana desde el día en que el Duce volvió a tomar la doctrina del «Mare nostrum».

Desde 1923, uno de sus periódicos oficiales proclamaba que «la sección italiana sería eficaz el día en que Francia dejase de poder transportar sus tropas a través del Mediterráneo y en que Inglaterra no pudiese ya enviar su escuadra a intimidar al Oriente».

Para los dirigentes italianos, la Gran Bretaña no cuenta desde el momento en que ha abandonado Egipto y aceptado, sin más, la separación de Irlanda, siendo este último hecho tan grave para ella como sería para Francia la proclamación de una Córcega independiente.

Los grandes manejos comenzaron a raíz de la subida al poder de Primo de Rivera, que ponía a la disposición de su coditador las bases aeronavales de las Baleares, en caso de guerra. El 26 de mayo de 1927, Mussolini confirmaba sus proyectos desde la misma tribuna de la Cámara de los Diputados, diciendo: «Entre 1935 y 1940, cuando estemos en un momento vital de la historia europea, podremos hacer reconocer nuestros derechos».

(Continúa en la página siguiente)

Diez años de fascismo totalitario en Italia

Del libro del mismo título, original de Silvio Trentin

(Continuación)

Podríamos citar en este sentido, un gran número de casos. Nos conformaremos con recordar que en una carta publicada por el periódico «La Libera Stampa», de Lugano, el 6 de junio de 1931, el ciudadano suizo Hofmeier, arrestado en Milán el 18 de noviembre de 1927 y que había sido condenado por el Tribunal especial a quince años de cárcel por haber hecho propaganda comunista, afirmaba y demostraba que:

«Después de dieciséis meses de encarcelamiento preventivo, solamente el día 28 de febrero de 1929, tuvo conocimiento de que su proceso se vería el 4 de marzo siguiente y que le había sido imposible del todo, aún después de su condena, conocer las piezas maestras con que habían hecho el juicio».

La comedia de la «defensa» ante el Tribunal especial

El acusado, al comparecer ante el Tribunal especial, no está asistido sino por un defensor.

Este puede ser elegido entre los oficiales en activo en el Tribunal especial, con una graduación igual o inferior a la de capitán, o entre los abogados o los procuradores que están admitidos legalmente en el ejercicio de su profesión. Sin embargo, a petición del ministerio público, el presidente puede negar al reo la facultad de recurrir a la ayuda de un defensor no militar, siempre que lo juzgue de interés público. Su deci-

sión, en este sentido, como en todo lo demás, no admite apelación (art. 7 del decreto de 12 de diciembre de 1926).

Al principio, la defensa pudo ser asumida, a petición de los acusados, por abogados que no estuvieran afiliados al Partido. Pero esto duró poco tiempo.

Muy pronto, toda la prensa estuvo movilizada para denunciar, con indignación, este escándalo sin nombre: sin hacer caso de las leyes fascistas, gente sin «origen» tuvo la audacia de ponerse a las órdenes de los mayores enemigos del régimen, sirviéndose de una calidad profesional que no les había sido reconocida sino de limosna, despojando de esta forma a la corporación fascista de abogados, de sus intereses y pretensiones más legítimas.

El Tribunal de una revolución, hicieron notar en este sentido, debe ser considerado como un verdadero Tribunal de guerra. Durante ésta, ante un Consejo de guerra, un desertor o un enemigo no era defendido por un enemigo, sino por un oficial italiano.

Ante un Tribunal revolucionario fascista sólo los abogados fascistas son admitidos a defender, por motivos de orden político. (Roma fascista del 6 de octubre de 1928.)

Esto no tardó en ser otorgado. Bien pronto, la clientela heroica que la Ova trasladaba sin desamparar a una velocidad cada vez mayor sobre los bancos de la infamia y que, gracias a ella no evocan hoy día sino el episodio de gloria, se cambió en la víctima desarmada de los negociantes más eminentes de la nueva clase dirigente cuyas hazañas pronto deslumbraron y edificaron al público tan desprovisto de experiencia en materia revolucionaria.

En el mes de septiembre de 1930 el Tribunal especial tuvo que ocuparse de un grupo de revolucionarios oriundos de las provincias reconquistadas acusados de haber hecho explotar una bomba en un inmueble de Trieste, ocupado por un periódico fascista. En la audiencia, uno de los defensores, militante fascista sin tacha, designado según las sugerencias de la prensa oficial, de la que acabamos de hacer alusión, juzgó que toda defensa sería inútil puesto que la situación de los acusados no permitía desgraciadamente, según él, in-

vocar, en interés de su cliente, la menor circunstancia atenuante, y concluyó:

«...que en el fondo, el Tribunal no hubiera abusado de sus poderes, si hubiera sido llevado a pronunciar una condena a muerte. («Corriere della Sera» del 6 de septiembre de 1930.)

Una vez terminado el juicio (que fué un juicio sin misericordia), este mismo abogado encontró muy natural reclamar al padre de su víctima, quiero decir, de su cliente, la suma de 30.000 liras por su trabajo («Petit Parisien» del 11 de septiembre de 1930). A decir verdad, hay que confesar que en la mayoría de los casos el papel de la defensa, aun cuando el que la desempeña sienta noblemente y acepte todas las responsabilidades, no adquiere ante el Tribunal especial otro valor que el de una formalidad puramente ritual, desprovista de toda eficacia práctica.

Ordinariamente, el veredicto se interrumpe de una manera irrevocable en el momento en que se decide abrir el debate público. No es la discusión la que puede esclarecer los jueces y orientar sus decisiones, más bien, al contrario, son las órdenes que les llegan desde arriba. A estos magistrados de empréstito, todo pudor les es desconocido. No se esconden. Entre las actitudes que se complacen en adoptar con fanfarronería, figura su preferencia en expresar el más profundo desprecio por toda corrección que tuviere por fin asegurar, por lo menos en apariencia, presumiendo de una tradición que ha sido siempre respetada hasta por los gobiernos más autoritarios, la autonomía y la independencia de juicio de todo Tribunal encargado de funciones judiciales.

El 15 de octubre de 1929, el diputado Cristini, general de milicias, la víspera de un proceso en que estaban complicados cuatro antifascistas de la región de Trieste, proceso en el que él debió dirigir las sesiones en calidad de presidente del Tribunal especial; no se molestó en absoluto cuando declaró en una entrevista concedida al «Giornale d'Italia»: «La culpabilidad de los acusados es clara como el día». Veinticuatro horas más tarde uno de los procesados fué condenado a muerte y los demás a treinta años de cárcel.

(Continuará.)

EL DIA DE MADRID

Con frecuencia ha sido calificado Madrid de ciudad sin raigambre. Un capricho regio la convirtió hace casi cuatrocientos años en centro político del país, y Madrid, en medio de las otras ciudades que habían crecido históricamente, fué considerada como una formación artificial. Por su conducta, por lo que ha realizado, por sus sufrimientos, ha llegado a ser Madrid, de ahora para siempre, el viviente corazón de España.

Crítico fué el destino de la ciudad al principio de esta guerra, y va a serlo así hasta el final. Cuando el 20 de julio del año pasado, republicanos y obreros asaltaron los cuarteles, pareció condenado al fracaso el golpe de Estado de los generales. Todavía no había ninguna tropa extranjera en el suelo español. En las cercanías de las montañas del Guadarrama, irregulares bandas de guerrilleros apenas armados, junto con algunas escasas secciones de policía, resistieron a las divisiones de Mola. «No pasarán», fué lo que se acordó.

Ya al cabo de pocos días no dudaba nadie de que el general Mola, aunque en el Estado Mayor pasara como especialista en la guerra defensiva y ofensiva, no iba a lograr en Madrid abrirse paso hasta la capital. Pero ya entonces atacaron los rebeldes con armas aéreas. En agosto, aviones enemigos arrojaron, sin elección de lugar, sus bombas, sobre la ciudad abierta. Como muy pronto la Biblioteca Nacional y el Museo del Prado fueron objeto de bombardeos, dijeron los madrileños: «Estos extranjeros no conocen la ciudad, y ¡qué les importa lo que se destruya en nuestra tierra!». La furia de los ataques aéreos fué cada vez más intensa. Pero como el partido militar, en su impotencia, llamó en su auxilio potencias extranjeras contra su propio pueblo, todas las clases sociales de la población forjaron juntas, y de modo cada vez más estrecho, su voluntad de preferir la muerte bajo las ruinas de las casas, antes de someterse al fascismo.

Mientras el frente de la Sierra del Guadarrama iba endureciéndose progresivamente hasta hacerse allí una guerra de posiciones, los generales, con tropas coloniales africanas y con el auxilio de los Estados dictatoriales aliados, sometieron el Sur de Andalucía y emprendieron el avance hacia la capital. Arrastraron su moderna maquinaria bélica por las dilatadas llanuras y vencieron en las carreteras a los desparramados combatientes de las aún no educadas milicias republicanas. Cuanto más amenazador se aproximaba a la capital el fatal destino, tanto más ardientemente decididos se mostraban los madrileños a defender su ciudad hasta el último extremo. Las casas de las afueras de la población comenzaron a transformarse en frentes. Fueron cortadas, con barricadas, las calles de los barrios extremos; por todas partes surgían trincheras y baluartes, cuya disposición más bien testimoniaba un arduo celo que conocimientos técnicos.

De pronto, en los primeros días de noviembre, aparecieron realmente marroquíes y legionarios extranjeros ante las puertas de Madrid. Ya en algunos arrabales se luchaba encarnizadamente; ya irrumpían los moros en ataques de sorpresa, por las vías que conducen al centro de la capital. El destino de Madrid parecía dominado. Entonces la población, destrozada por luchas partidistas, se alzó de repente hasta tomar una determinación de la mayor trascendencia. En la noche del 6 al 7 de noviembre uniéronse las partidas de milicianos y los políticos con las organizaciones

obreras en un Comité de defensa, y se sometieron voluntariamente al mando del general Miaja. Pronto se comprobó que la unidad y una severa dirección conseguían más que un impetuoso afán de sacrificio. Como por arte mágico, alzóse el día 7, en torno a Madrid, a base de la disciplina, un invisible muro contra el que se estrellaron las acometidas enemigas. El milagro actuó en todo el resto de la España republicana. Así se inició el ejército popular español.

Franco había hecho ya proclamar por el mundo su entrada triunfal. Pero el generalísimo fué mal psicólogo, al esperar una rendición sin condiciones tan pronto como cayera la primera granada en las orillas del Manzanares. Después creyó lograr este objeto con el asesinato sistemático de la población civil. Las máquinas infernales más modernas de la guerra técnica fueron lanzadas contra la ciudad fantasmal. Aviones y cañones arrojaron su carga sobre Madrid. Pero los generales no conocían a su propio pueblo. Con el espanto, la muerte, la destrucción y todo el dolor que esparcían, lograron un efecto contrario al calculado. La desmoralización de los madrileños no llegó a presentarse.

Con estoica serenidad soportaron los sitiados la miseria de un nuevo invierno. La fuerza de resistencia se arraigó con la fe incommovible en que la injusticia no puede vencer. Se les dijo que defender a Madrid era defender a Cataluña, defender a París, defender a Londres. Se llamó a Madrid «la trinchera del mundo» en la lucha por la democracia y la libertad. Cuando después, todos los meses, grandes y pequeñas ofensivas del ejército nacionalista se estrellaaban contra la capital, creció la confianza en la victoria de Madrid, y cuando en marzo infligió Miaja en Guadalajara una derrota de duras consecuencias a las divisiones italianas, fortalecióse el convencimiento de que Madrid sería la «tumba del fascismo». El descalabro de Guadalajara no dejó ya descansar más al enfermizo orgullo de Mussolini. Le arastró a realizar cada vez mayores esfuerzos en España.

En los meses siguientes lograron los defensores de Madrid hacer menos denso el cerco de la capital y mantener abiertas las últimas vías de comunicación duramente amenazadas. El avituallamiento de Madrid había llegado a convertirse en uno de los problemas fundamentales de la guerra. La carencia de las cosas más necesarias para la vida aumentó con la creciente reducción de los más importantes territorios de producción agrícola, y si hubiesen llegado a perderse las principales vías de comunicación con las fértiles zonas del Levante español, se habría convertido en la miseria más espantosa. El Gobierno se esforzaba, mediante una evacuación cada vez más amplia por aliviar tan difícil situación, y aunque los madrileños sólo a la fuerza abandonaban su querida ciudad, logróse, poco a poco, trasladar a otros territorios del país cerca de medio millón de seres humanos. Pero las cifras de la población no menguaban. Aún hoy, en números redondos, sustenta un millón de habitantes, pues sólo una parte de los fugitivos que se precipitaban de todas partes hacia la capital podía ser rechazada. Así llegó a convertirse Madrid, en medio de su propia angustia, un refugio de todos los sin hogar. Las autoridades se vieron desplazadas de sus funciones organizadoras, cuyo cumplimiento sobrepasaba en mucho a sus fuerzas. Faltaban medios de transporte y combus-

tible para los trenes para lograr la evacuación de la gente y la aportación de medios de vida y las demás necesidades tenían que ser realizadas por medio de escasas y malas carreteras.

Si es grande el sacrificio heroico con el cual los defensores de Madrid se juegan la vida, no lo es menos el heroísmo de la población civil. Si Madrid no ha perdido todavía la fe en la victoria final es, en primera línea, la resistencia de las mujeres la que ha operado este milagro. Con asombrosa inteligencia dirigen la lucha contra la miseria de sus familias, y aún tienen fuerza para prestar piadosos servicios a los desamparados y los débiles, los heridos y los enfermos, y, ante todo, a los innumerables niños y huérfanos, las víctimas más merecedoras de compasión de esta guerra.

Madrid se ha convertido en símbolo de la lucha por la libertad, y por ello toda la España republicana quiere rendirle honores el 7 de noviembre, el día en que la capital, hace un año, se convirtió en baluarte contra Franco y sus mercenarios. Ese homenaje debe tener el carácter puro y práctico de auxilio. De ciudades y aldeas ruedan por los caminos camiones y carros cargados con productos alimenticios, trajes y ropa blanca, combustibles y todo lo demás que Madrid necesita. También el extranjero que muestra humanos sentimientos se esfuerza por dulcificar el martirio de la ciudad orgullosa. Pero el segundo invierno de guerra está a la puerta. Pondrá a prueba la resistencia con que Madrid ha afrontado hasta ahora su destino.

(Artículo publicado en el diario de Basilea «National Zeitung», el día 5 del actual, firmado con el pseudónimo «Fernando Fulano», tras el que se oculta un conocido periodista suizo que fué durante muchos años corresponsal en España de la prensa de aquel país.)

SE AUTORIZA la reproducción de cuanto se publica en este BOLETIN.

ETIOPEIZACION

En 1931, un español, el capitán de navío Cardona, escribió en el órgano de la «Liga marítima española», que a falta de una flota suficiente, su país tenía admirables posiciones estratégicas, tanto en el Océano como en el Mediterráneo, que podía convertir en una magnífica moneda de cambio, y que especialmente la posición de Mahón en la isla de Menorca, era la llave del Mediterráneo occidental.

El terreno estaba, pues, preparado para la acción del general Franco, cuya insurrección militar estalla, en julio de 1936, inmediatamente después de negarse Mussolini a asistir a la conferencia locarniana de Bruselas, para castigar a Francia y a Inglaterra por haber actuado contra la guerra etiópica con una política de sanciones.

Hoy, por la misma fuerza de las cosas, las actuaciones mussolinianas no son ya un simple chantage, y serán bien ingenuos quienes crean que correr un velo sobre el asunto etiópico podrá calmar las ambiciones italianas.

La corrupción del fascismo alemán

Un individuo perteneciente a la escolta personal de Hitler comete un doble asesinato, sin que los tribunales se atrevan a intervenir

Berlin. — Una tragedia que ilumina toda la corrupción del régimen judicial en el Tercer Reich (y particularmente el privilegio a la impunidad para la perpetración de asesinatos de que se hallan investidos los mamelucos de Hitler), mantiene en agitación a la población de Wesel-Friedrichs-fold, ciudad del oeste alemán.

Hace cuatro meses fueron asesinados allí una joven llamado Christino Rossing, de 21 años de edad, y el profesor de aeronáutica sin motor, Evsoin Watermann. Los crímenes habían sido perpetrados con insólita crueldad. La joven, además de varias heridas de bala, presentaba siete navajazos en la cabeza: Watermann había sido acribillado a tiros. Toda la población señaló en seguida como asesino a cierto sujeto, llamado Kampen, que había mantenido con la joven Rossing relaciones amorosas y que estaba rencorosamente enemistado con Watermann. Durante el crimen Kampen, que es originario de Spelen, cerca de Wesel, estuvo en la ciudad con motivo de un permiso de cuatro días.

A pesar de estas circunstancias y de la acusación unánime de la población, las autoridades judiciales no

se atrevieron ni siquiera a iniciar una investigación contra Kampen, mucho menos a detenerlo; porque Kampen pertenece a la S. S. y es miembro de la guardia personal de Adolfo Hitler, y ahora se desarrolla en Wesel una inverosímil campaña periodística. Puesto que todo el mundo pronuncia el nombre del asesino al que ningún fiscal se atreve a acusar, el propio inculcado hace publicar en los periódicos avisos pagados con graves amenazas contra aquellos que ponen su nombre en relación con el crimen. Como respuesta, el padre de Watermann contesta igualmente en los periódicos y acusa rotundamente a Kampen del asesinato de su hijo. Desde hace tres semanas el asesino está de nuevo en Wesel. Cuando los niños lo ven en la calle huyen gritando: «¡Ahí viene el asesino!». Hace dos semanas encargó a otro S. S. que se hiciera pasar por un empleado de la Gestapo, para que fuese a gestionar con los padres de Rossing la entrega de las cartas de amor que él había escrito a la joven. El propósito tuvo éxito, pero su instigador, asesino, circula libremente por las calles, como antes.

2.300 pistolas ametralladoras procedentes de Alemania fueron adquiridas por un ordenanza de la Legación del Irak que se hacía pasar por agregado militar y actuaba en realidad para un traficante ya encarcelado

Hace algunos días, el ministro del Irak en París recibió una nota de la embajada de Alemania, en la cual se le invitaba a hacerse cargo de 2.300 pistolas ametralladoras expedidas por una fábrica del alto Rin y depositadas en una estación. El ministro no salía de su asombro, pues no tenía la menor noticia de semejante envío.

Como expresara su extrañeza al embajador de Alemania, éste pidió un informe a la casa alemana, que envió a uno de sus viajantes a Francia. Este viajante se dirigió a la Legación del Irak en París y declaró que fué él mismo quien recibió el pedido. Añadió que el contrato fué firmado en el

despacho del ministro del Irak en Francia, por el agregado militar. Se hizo venir a este funcionario y fué reconocido por el representante alemán.

—Pues yo soy el único agregado militar del Gobierno del Irak en Francia, declaró.

Se dió aviso entonces a la policía francesa, la cual inició una investigación discreta. Se descubrió así que el agregado militar había sido suplantedo por un ordenanza de la Legación, un tal Korianan, que fué quien firmó el famoso pedido en la Legación y al cual reconoció el viajante alemán. Los paquetes habían de enviarse a París para ser reexpedidos a Bassorah (Irak). En realidad, estas pistolas ametralladoras estaban destinadas a España.

Korianan añadió que había actuado por instigación de un tal Maréchal.

Este hombre no era desconocido para la policía. En efecto, Maréchal había sido ya detenido por tráfico de armas y está aún preso en la «Santón». Esperaba que, cuando las pistolas ametralladoras estuvieran en Francia, podría hacerlas atravesar el país y desviarlas de su pretendido destino. Pero no pudo prever su detención, que le impidió «hacerse cargo de la mercancía».

El Tribunal del Sena, a quien correspondió este asunto, encargó a M. Béteille, juez de instrucción, que abriera una nueva investigación.

(«Le Petit Journal», 8-XI-1937)

Después del bombardeo de Zaragoza

Praga. — Comunican de Dresde que el regimiento de artillería antiaérea núm. 13, de guarnición en esta ciudad, acaba de partir con destino a la zona española ocupada por Franco.

MAURICE AJAM

(«La Dépêche de Toulouse», 6-XI-1937.)